

## PEINE DE MORT: VERS L'ABOLITION MONDIALE

José Luis DE LA CUESTA\*

### Sommaire

L'incompatibilité avec une compréhension satisfaisante du principe d'humanité est pleinement ouverte et se trouve au milieu du débat sur l'extension de l'interdiction internationale des peines et traitements cruels, inhumains ou dégradants. Or, même si divers moratoires importants contre l'exécution de la peine de mort ont été aussi approuvés par l'Assemblée Générale des Nations Unies, l'absence d'unanimité politique sur l'extension et les conséquences de l'interdiction internationale des peines et traitements cruels, inhumains et dégradants, relative à la peine de mort demeure encore à être ouvertement reconnue. En tout cas, la communauté académique peut constituer aussi un instrument privilégié en vue de donner une réponse ferme et appropriée aux arguments fréquemment développés par les pays rétentionnistes, face à la pression internationale en faveur d'un moratoire et en faveur de l'abolition. Et par conséquent la création du Réseau Académique International pour l'Abolition de la Peine Capitale devrait recevoir un accueil enthousiaste et le soutien le plus large.

I. Parmi les axiomes<sup>1</sup> primordiaux qu'en vertu du *ius puniendi* l'Etat doit respecter pour maintenir sa légitimité, les principes de nécessité, de légalité et de culpabilité se présentent traditionnellement comme les plus souvent invoqués. Le principe d'humanité est aussi fréquemment ajouté<sup>2</sup> car au sein d'une société démocratique l'exigence du plus grand respect pour les êtres humains devrait être une conséquence naturelle, par définition, de la position centrale de la personne au sein de ces systèmes. Le respect de la dignité humaine et l'interdiction de soumission du délinquant à toute sorte d'offense ou d'humiliation et, par conséquent à aucun traitement de nature cruelle, inhumaine ou dégradante, dérivent ainsi de l'admission du principe d'humanité parmi les postulats principaux, une décision dont l'incidence est grande dans différents aspects de la politique criminelle<sup>3</sup>: en particulier, dans le domaine des peines et du reste des conséquences de l'infraction<sup>4</sup>, où la prohibition de la torture et de toute autre peine ou traitement inhumain ou dégradant constitue le premier corollaire pratique.

II. Différents instruments universels et régionaux ont développé au plan international l'interdiction de la torture contenue dans la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme de 1948 (art. 5) et au Pacte International relatif aux Droits Civils et Politiques de 1966 (art. 7). Pierres d'achoppement dans le chemin ouvert par les Nations Unies, la Déclaration de 1975 sur la protection de toutes les personnes contre la torture et les autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants et la Convention des Nations Unies de 1984 ont défini le concept international (minimal) de cet intolérable abus de pouvoir<sup>5</sup>, et ont aussi établi un cadre concernant

\* Président. Association Internationale de Droit Pénal (AIDP-IAPL) Directeur. Institut Basque de Criminologie (UPV/EHU). GICCAS Groupe de Recherche (GIC 07/39; Gouvernement Basque, IT-383-071); UFI 11/05, UPV/EHU.

<sup>1</sup> A.Beristain, "Axiomas fundamentales de la Criminología ante la globalización y la multiculturalidad", *Eguzkilore*, 17, 2003, p. 89 s.

<sup>2</sup> A.Beristain, *ibid.*, p. 89 s; Jescheck/Weigend, *Lehrbuch des Strafrechts. Allgemeiner Teil*, 5e éd., Berlin, 1996, p. 27.

<sup>3</sup> J.L. de la Cuesta, "The principle of humanity in Penal Law", *Revue Internationale de Droit Pénal*, 82, 3-4, 2011, p.457 s.

<sup>4</sup> Jescheck/Weigend, *Lehrbuch...*, *cit.*, p. 27.

<sup>5</sup> J.L. de la Cuesta Arzamendi, "La tortura como abuso de poder: aspectos penales", in: *La Criminología frente al abuso de poder*, San Sebastián, 1992, p. 149 s.

## DEATH PENALTY: TOWARDS GLOBAL ABOLITION

Prof.Dr.Dr.h.c.José Luis DE LA CUESTA\*

### Summary

The incompatibility of death penalty with a satisfactory understanding of the principle humanity is blatant and constitutes a central issue in the debate on the consequences of the international interdiction of cruel, inhuman or degrading treatment and punishment. Notwithstanding the different and relevant moratoria already approved by the United Nations General Assembly, the lack of political unanimity on the extent and consequences of the international ban on cruel, inhuman and degrading treatment and punishment with regard to the death penalty is openly recognized. However, the academic community could be a privileged instrument in giving a firm and appropriate answer to the arguments frequently displayed by the retentionist countries in against the international pressure in favor of abolition. And consequently, the establishment of the *International Academic Network for the Abolition of Capital Punishment* should deserve to be enthusiastically welcomed and receive the greatest support.

I. Necessity, legality and culpability are the main axioms,<sup>1</sup> generally recognized, that the *ius puniendi* of the state should respect in order to retain its legitimacy; humanity is also frequently proclaimed:<sup>2</sup> in a democratic society, the utmost respect for human beings is a requirement and, by definition, should be the natural consequence of the central position occupied in that system by the value of the person. Respect for human dignity and the prohibition of subjecting the offender to humiliation, and therefore to any treatment of a cruel, inhuman or degrading character derive directly from the admission of the principle of humanity among those principal postulates. Providing for such respect is a decision and policy that has important incidence (or transcendence) in various fields of the criminal policy:<sup>3</sup> particularly, in the area of punishments and other juridical consequences of crime<sup>4</sup>, where the prohibition of torture and of any inhuman or degrading punishment appears to be the first practical corollary.

II. In accordance with the Universal Declaration of Human Rights of 1948 (Art. 5) and the Covenant on Civil and Political Rights of 1966 (art.7), several universal and regional instruments have been promulgated internationally to enforce the legal prohibition of torture. Now considered milestones in the road paved by the United Nations, the Declaration of 1975 on the protection of all persons from being subjected to torture and other cruel, inhuman or degrading treatment or punishment and the United Nations Convention of 1984, defined the international (minimum) concept of this intolerable abuse of power,<sup>5</sup> and established a basic framework prohibiting

\* President. International Association of Penal Law (AIDP-IAPL). Director. The Basque Institute of Criminology (UPV/EHU). Spain GICCAS Research Group (GIC 07/39; Basque Government, IT-383-071); UFI 11/05, UPV/EHU.

<sup>1</sup> Beristain, A., "Axiomas fundamentales de la Criminología ante la globalización y la multiculturalidad", *Eguzkilore*, 17, 2003, p. 89 ff.

<sup>2</sup> Beristain, A., *ibid.*, pp. 89 f; Jescheck/Weigend, *Lehrbuch des Strafrechts. Allgemeiner Teil*, 5th éd., Berlin, 1996, p. 27.

<sup>3</sup> De La Cuesta, J.L., "The principle of humanity in Penal Law", *Revue Internationale de Droit Pénal*, 82, 3-4, 2011, p.457 ff.

<sup>4</sup> Jescheck/Weigend, *Lehrbuch...*, *cit.*, p. 27.

<sup>5</sup> De la Cuesta Arzamendi, J.L., "La tortura como abuso de poder: aspectos penales", in: *La Criminología frente al abuso de poder*, San Sebastián, 1992, p. 149 ff.

la répression du crime de génocide » (2). La peine de mort ne doit pas « être imposée pour des crimes commis par des personnes âgées de moins de 18 ans et ne peut être exécutée contre des femmes enceintes » (5), l'amnistie, la grâce ou la commutation de la peine de mort pouvant être toujours accordées, car « tout condamné à mort a le droit de solliciter la grâce ou la commutation de sa peine » (4).

Des instances internationales relatives à la protection des droits de l'homme se sont aussi prononcées contre certains aspects de la peine de mort, laquelle serait toujours incompatible avec les dispositions contenues dans plusieurs textes internationaux. Pour le Comité des Droits de l'Homme, la peine de mort doit en tout cas être exécutée « de sorte à provoquer le moins souffrances possibles »<sup>16</sup>. Et les Cours régionales européenne<sup>17</sup> et interaméricaine ont également déclaré tout à fait hors de question qu'elle soit imposée à travers un procès injuste ou par un tribunal dont l'indépendance et l'impartialité sont douteuses, ainsi que certaines formes d'internement dans le couloir de la mort et toute autre méthode d'exécution...<sup>18</sup>

3. Divers moratoires importants contre l'exécution de la peine de mort ont été aussi approuvés par l'Assemblée Générale des Nations Unies: après la résolution 62/149 (15 novembre 2007), le 18 décembre 2008, l'Assemblée Générale en a adopté une deuxième (A/RES/63/168) concernant un moratoire de l'application de la peine de mort. Une troisième résolution (A/RES/65/206) est intervenue le 21 décembre 2010 au cours de la 65<sup>ème</sup> Assemblée Générale. En automne 2012 un nouvel appel à un moratoire a été présenté à la discussion au sein de la « Promotion et de la protection des droits de l'homme » afin que la 67<sup>ème</sup> Assemblée Générale exprime sa profonde inquiétude « de ce que la peine de mort continue d'être appliquée » et d'appeler tous les Etats « à instituer un moratoire sur les exécutions en vue d'abolir la peine de mort; les encourage à partager leur expérience à cet égard »<sup>19</sup>. Le moratoire (A/RES/67/176, du 21 décembre 2012)<sup>20</sup> a été enfin adopté par 111 voix en faveur, 41 contre et 34 abstentions (la résolution de 2010 avait été adoptée par 109 voix pour, 41 voix contre et 35 abstentions)<sup>21</sup>.

D'autres moratoires ont aussi été promus récemment au niveau régional par la Commission Interaméricaine des Droits de l'Homme (IACHR) de l'Organisation des Etats Américains (OAS)<sup>22</sup>, et par la Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples (novembre 2008)<sup>23</sup>

Ces efforts ont aussi contribué à la réduction progressive du nombre des pays rétentionnistes<sup>24</sup> au sein d'une « démarche globale (...) appelée à devenir une marée irréversible dans le monde »<sup>25</sup>.

<sup>16</sup> *General Observation* 20 (44), April 3, 1992.

<sup>17</sup> Dont la jurisprudence concernant l'application de l'article 3 en matière d'extradition a été déjà reprise par certains textes, comme le Protocole de révision de la Convention européenne contre le terrorisme de 1977 (2003).

<sup>18</sup> J.L. de la Cuesta, "The principle...", *cit.*, p.463 s.

<sup>19</sup> <http://www.un.org/News/Press/docs/2012/gashc4058.doc.htm>

<sup>20</sup> Voir le texte en Nations Unies. Assemblée Générale, Soixante-septième session, Point 69 b) de l'ordre du jour. Promotion et protection des droits de l'homme: questions relatives aux droits de l'homme, y compris les divers moyens de mieux assurer l'exercice effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales Rapport de la Troisième Commission, 8 décembre 2012, A/67/457/Add.2 p. 48 s. ([http://www.un.org/qa/search/view\\_doc.asp?symbol=A/67/457/Add.2&referer=english&Lang=F](http://www.un.org/qa/search/view_doc.asp?symbol=A/67/457/Add.2&referer=english&Lang=F))

<sup>21</sup> <http://www.un.org/News/Press/docs/2012/ga11331.doc.htm> Voir aussi Schabas, W.A., "Sobre el Informe del Secretario General de Naciones Unidas de diciembre de 2010", in: Arroyo/Biglino/Schabas, *Contra...*, *cit.*, p.69 s.

<sup>22</sup> IACHR Calls on a Moratorium in the Application of the Death Penalty, Press Release, August 3, 2012.

<sup>23</sup> ACHPR/Res 136 (XXXVIII).

<sup>24</sup> *UN General Assembly 2008: Implementing a moratorium on executions* (<http://www.amnesty.org/en/library/asset/ACT50/016/2008/en/03afb2e-74ee-11dd-8e53-43ea85d15a69/act500162008en.html>). En ce qui concerne les peines de mort imposées dans des cas de trafic de drogues, J.L. de la Cuesta, "The death penalty and drugs", in: Arroyo/Biglino/Schabas (eds.), *Towards universal abolition of the death penalty*, Valencia, 2010, p.369 s.

<sup>25</sup> Zhao Bingzhi/Wang Shuiming, "Development Trend...", *cit.*, p.38.

persons below eighteen years of age and shall not be carried out on pregnant women" ( art.6.5). Third, "amnesty, pardon or commutation of the sentence of death may be granted in all cases", as "anyone sentenced to death shall have the right to seek pardon or commutation of the sentence" (art.6.4).

In addition to condemning capital punishment, as such, important international human rights bodies have denounced certain aspects of the death penalty, which at any rate appear incompatible with the provisions contained in various international texts. For the Committee on Human Rights, the death penalty should only be carried out "in such a way as to cause the least possible suffering",<sup>16</sup> if it is carried out at all. Further, regional European<sup>17</sup> and inter-American courts have also declared completely unacceptable not only the capital sentence in cases involving an unfair process or by a court of questionable independence and impartiality; they have also condemned certain forms of confinement on death row and certain execution methods.<sup>18</sup>

3. Several important moratoria on the use of the death penalty have also been approved by the United Nations General Assembly. Following resolution 62/149 (November 15, 2007), the General Assembly approved a second Resolution (A/RES/63/168, December 18, 2008) calling for a moratorium on the use of the death penalty. This was followed by a third Resolution (A/RES/65/206, December 2010) adopted by the 65th General Assembly. Fall 2012, a new draft resolution in the frame of the "Promotion and protection of human rights" was presented for discussion. The objective of the latter was to prompt the Sixty-seventh General Assembly "express its deep concern about the continued application of the death penalty and call on States to establish a moratorium on executions, with a view to abolishing the practice".<sup>19</sup> The moratorium (A/RES/67/176, December 21, 2012)<sup>20</sup> was finally adopted by 111 votes against 41, and 34 abstentions (in 2010 votes in favor were 109, against 41 and 35 abstentions).<sup>21</sup>

Recently, other moratoria have also been launched at the regional level by the Inter-American Commission on Human Rights (IACHR) of the Organization of American States (OAS),<sup>22</sup> and by the African Commission on Human and Peoples' Rights (November 2008).<sup>23</sup>

These efforts have brought about a progressive decrease in the number of retentionist countries<sup>24</sup> within the ambit of a "global trend (...) grown to be an irreversible tide in the world".<sup>25</sup>

<sup>16</sup> *General Observation* 20 (44), April 3, 1992.

<sup>17</sup> European jurisprudence relating to the application of Art. 3 in extradition cases has already been reproduced in some legal texts, such as the Protocol for the reform of the European Convention on the Suppression of terrorism 1977 (2003).

<sup>18</sup> De La Cuesta, J.L., "The principle...", *cit.*, p.463 f.

<sup>19</sup> <http://www.un.org/News/Press/docs/2012/gashc4058.doc.htm>

<sup>20</sup> See the text in United Nations General Assembly, Sixty-seventh session, Agenda item 69 (b), Promotion and protection of human rights: human rights questions, including alternative approaches for improving the effective enjoyment of human rights and fundamental freedoms. Report of the Third Committee, December 8, 2012, A/67/457/Add.2 pp. 44 ff ([http://www.un.org/qa/search/view\\_doc.asp?symbol=A/67/457/Add.2](http://www.un.org/qa/search/view_doc.asp?symbol=A/67/457/Add.2))

<sup>21</sup> <http://www.un.org/News/Press/docs/2012/ga11331.doc.htm> See also Schabas, W.A., "Sobre el Informe del Secretario General de Naciones Unidas de diciembre de 2010", in: Arroyo/Biglino/Schabas, *Contra...*, *cit.*, pp.69 ff.

<sup>22</sup> IACHR Calls on a Moratorium in the Application of the Death Penalty, Press Release, August 3, 2012.

<sup>23</sup> ACHPR/Res 136 (XXXVIII).

<sup>24</sup> *General Assembly 2008: Implementing a moratorium on executions* (<http://www.amnesty.org/en/library/asset/ACT50/016/2008/en/03afb2e-74ee-11dd-8e53-43ea85d15a69/act500162008en.html>). For death penalties imposed in cases of drug trafficking, De La Cuesta, J.L., "The death penalty and drugs", in: Arroyo/Biglino/Schabas (eds.), *Towards...*, *cit.*, p.369 f.

<sup>25</sup> Zhao Bingzhi/Wang Shuiming, "Development Trend...", *cit.*, p.38. See also, Hood, R., "Towards world-wide abolition of the death penalty: Progress and prospects", *Cahiers de Defense Sociale*, 2011-2012, p.83 ff.

Le dernier report du Haut-commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies (*Moving away from the Death Penalty. Lessons from National Experiences*, 2012) indique qu'environ « 150 des 193 Etats Membres des Nations Unies ont aboli la peine de mort ou bien ont approuvé un moratoire législatif ou de fait »<sup>26</sup> et informe sur les développements vers l'abolition qui se sont produits après la résolution 62/149 de l'Assemblée Générale des Nations Unies, en décembre 2007 (quand 88% des exécutions étaient concentrées dans cinq pays : Arabie Saoudite, Chine, Etats Unis, Iran et Pakistan)<sup>27</sup>.

A côté des pays ayant aboli la peine de mort ou renforcé une abolition déjà adoptée<sup>28</sup>, le débat est aussi ouvert dans d'autres Etats dont les parlements examinent des projets en vue d'abolir la peine de mort<sup>29</sup>.

Enfin, dans certains pays la décision de ne pas appliquer la peine de mort se limite à certains crimes et délits. Particulièrement significative est en ce sens la position de la Chine, où une loi approuvée en février 2011 a éliminé l'application de la peine de mort en ce qui concerne treize délits économiques commis sans violence<sup>30</sup>.

4. Néanmoins, l'absence d'unanimité politique sur l'extension et les conséquences de l'interdiction internationale des peines et traitements cruels, inhumains et dégradants, relative à la peine de mort demeure encore à être ouvertement reconnue.

IV. Bien connus et récurrents sont les arguments du débat concernant la peine de mort.

1. En faveur de l'application de la peine de mort, deux raisons apparaissent généralement comme les justifications principales : la justice (rétribution) et la prévention.

a. Pour ceux considérant que la rétribution est l'essence de la justice, la seule façon de restaurer l'ordre social agressé par les crimes les plus sérieux est l'application et l'exécution de la peine de mort. Conformément à ces positions la justice demande que le mal produit par le crime trouve une compensation dans le mal inhérent à la peine, qui doit être proportionnel à l'infraction criminelle<sup>31</sup>. Le peine de mort ne devrait en ce sens être réservée qu'« aux crimes les plus graves », dans la ligne établie par l'article 6(2) du Pacte International relatif aux droits civils et politiques, c'est-à-dire dans le cas des agressions les plus sérieuses aux biens protégés de la plus grande importance et valeur : ceux-ci doivent s'identifier avec les attaques les plus sérieuses et les plus violentes contre la vie (homicide/assassinat) constitutifs d'une « privation arbitraire de la vie humaine en violation du droit à la vie conformément au droit international des droits de l'homme »<sup>32</sup>; jamais pour des crimes non mortels<sup>33</sup>. Même si

<sup>26</sup> United Nations. Human Rights Office High Commissioner, *Moving away*, cit., p.3.

<sup>27</sup> *UN General Assembly 2008: Implementing*, cit.

<sup>28</sup> Abolition de la peine de mort pour toute sorte de crimes en Argentine, Burundi, Gabon, Lituanie, Ouzbékistan et Togo; aux Etats Unis d'Amérique dans les Etats de New Jersey, New Mexico, Illinois et Connecticut (en Oregon, introduction d'un moratoire). Ratification et/ou extension de l'abolition dans d'autres pays (United Nations. Human Rights Office High Commissioner, *Moving away*, cit., p. 3 s.).

<sup>29</sup> Burkina Faso, Bosnie - Herzégovine, Guatemala, Liban, Mali et la Fédération de Russie. Suivant le Rapport, l'abolition de la peine de mort a été aussi l'objet de discussion au sein du procès de révision constitutionnelle dans quelques Etats, comme le Ghana, la Sierra Leone, la Zambie, le Zimbabwe, la Tanzanie, Trinidad et Tobago et la Tunisie (*ibidem*, p.4).

<sup>30</sup> Aussi en Chine, au mois de mars 2012, le nouveau procès approuvé par la réforme du Code de Procédure Pénale a élargi l'assistance juridique, exigé l'enregistrement des interrogatoires, introduit des appels obligatoires et une procédure plus rigoureuse de révision dans les cas de peine capitale (*ibidem*, p.4). Voir aussi les contributions au volume édité par Zhao Bingzhi, *Chinese Practice...*, cit.

<sup>31</sup> Et la gravité d'un crime devrait toujours être dépendante non seulement de l'importance de la valeur protégée, mais aussi de l'importance et de la gravité du niveau d'agression (destruction, dommage, mise en danger).

<sup>32</sup> Lu Jianping, "Reform of the Death Penalty System in China Before Ratification of ICCPR", in: Zhao Bingzhi (ed.), *Chinese Practice...*, cit., p.40.

<sup>33</sup> R.Lines, *Death penalty for drug offences: a violation of International Human Rights Law*, IHRA, London, 2007, p.15 s. Voir aussi R.Lines, "A 'Most Serious Crime'? – The Death Penalty for Drug Offences in International Human Rights Law", *Amicus Journal*, 21, 2010, 21 s.

According to the last report released by the High Commissioner of the United Nations' Human Rights Office (*Moving away from the Death Penalty. Lessons from National Experiences*, 2012) "around 150 of the 193 Member States of the United Nations have abolished the death penalty or introduced a moratorium, either in law or in practice",<sup>26</sup> and progress has been made towards its abolition since General Assembly resolution 62/149 in December 2007 (when 88% of executions concentrated in five countries: Saudi Arabia, China, United States, Iran and Pakistan).<sup>27</sup>

As far as states that have either abolished it or reinforced the already adopted abolition<sup>28</sup> are concerned, the debate is also open and engaged in a number of states whose parliaments are considering amendments to abolish the death penalty.<sup>29</sup>

Finally, the imposition of the death penalty has been restricted to only certain crimes in several countries. Particularly relevant in this point is China, where a law, adopted in February 2011, removed the death penalty for thirteen non-violent economic crimes.<sup>30</sup>

4. Nevertheless, the lack of political unanimity on the extent and consequences of the international ban on cruel, inhuman and degrading treatment and punishment with regard to the death penalty, still remains.

IV. The arguments forwarded in debates on the death penalty are well known and have been frequently repeated.

1. Two reasons appear generally as main justification in favor of the death penalty: justice (retribution) and deterrence.

a. Proponents of retributive justice posit that the only way to restore social order following the commission of heinous crimes is to impose the death penalty. According to this position the evil inherent to the punishment must be proportionate to the seriousness of the criminal offence.<sup>31</sup> The death penalty, then, should be reserved for the "most serious crimes", as established by article 6(2) of the International Covenant on Civil and Political Rights, i.e. those cases of most serious aggressions to the highest values or goods; these are to be identified with the most serious and violent cases of attacks to life (aggravated homicide/murder) constituting "arbitrary deprivation of human life and a violation of the right of life under international human rights law";<sup>32</sup> but never with cases involving non-lethal crimes.<sup>33</sup> Even if the expression of the International

<sup>26</sup> United Nations. Human Rights Office High Commissioner, *Moving away*, cit., p.3.

<sup>27</sup> *UN General Assembly 2008: Implementing*, cit.

<sup>28</sup> Abolition of the death penalty for all crimes in Argentina, Burundi, Gabon, Latvia, Uzbekistan and Togo; in the United States of America, in the States of New Jersey, New Mexico, Illinois and Connecticut (in Oregon, introduction of a moratorium). Ratification and/or extension of the abolition in other countries (United Nations. Human Rights Office High Commissioner, *Moving away*, cit., p. 3 f.).

<sup>29</sup> Burkina Faso, Bosnia and Herzegovina, Guatemala, Lebanon, Mali and the Russian Federation. According to the report, abolition of the death penalty was also discussed as part of constitutional review processes in some States, including Ghana, Sierra Leone, Zambia, Zimbabwe, Tanzania, Trinidad and Tobago and Tunisia (*ibidem*, p.4).

<sup>30</sup> Also in China, in March 2012, new procedures approved by the reform of the Criminal Procedure Law enhanced access to legal aid, required the recording of interrogations, introduced mandatory appellate hearings and a more rigorous review process in capital cases (*ibidem*, p.4). See also, the contributions to Zhao Bingzhi (ed.), *Chinese Practice...*, cit.

<sup>31</sup> And the seriousness of a crime should always depend not only on the importance of the legal value to be protected, but equally on the importance of the gravity of the level of aggression (destruction, damage, endangering).

<sup>32</sup> Lu Jianping, "Reform of the Death Penalty System in China Before Ratification of ICCPR", in: Zhao Bingzhi (ed.), *Chinese Practice...*, cit., p.40.

<sup>33</sup> Lines, R., *Death penalty for drug offences: a violation of International Human Rights Law*, IHRA, London, 2007, p.15 ff. See also Lines, R., "A 'Most Serious Crime'? – The Death Penalty for Drug Offences in International Human Rights Law", *Amicus Journal*, 21, 2010, 21 ff.

l'expression était destinée à restreindre le champ d'application de la peine de mort, l'absence d'une plus grande précision, laquelle a fait l'objet immédiat de critiques de la part du Secrétaire Général des Nations Unies<sup>34</sup>, a confié la décision entre les mains des Etats individuels. Et la révision des dispositions législatives des pays qui maintiennent encore la peine de mort, ratifiant la variabilité des critères éthico sociaux qui guident la catégorisation des infractions criminelles, montre clairement le critère très généreux des pays rétentionnistes, dans lesquels la peine de mort peut être parmi les réactions usuelles à des infractions moins graves, comme, en particulier, en matière de drogues illicites<sup>35</sup>.

b. S'agissant des positions préventives, la peine de mort apparaît comme un instrument exceptionnel et nécessaire de dissuasion des citoyens quant à la commission de certains actes criminels. Délaissant la prévention spéciale et les possibilités d'une prévention générale positive en tant que voie d'accentuation des fonctions pédagogiques et intégratives du Droit pénal, ces perspectives soulignent les capacités d'intimidation de la peine de mort à l'égard du public et des citoyens individuels, en les dissuadant de la commission de certains crimes. En tout cas, la proportionnalité a toujours un rôle à jouer dans cette ligne de pensée, car l'application des peines les plus graves à des infractions moins graves irait à l'encontre de la rationalité minant la crédibilité de la menace pénale.

Quant à la prévention générale négative<sup>36</sup>, comme T.SELLIN l'a bien montré dans sa très célèbre recherche publiée en 1959<sup>37</sup>, l'effet de dissuasion de la peine mort sur les criminels les plus dangereux n'est pas démontré; en effet, la recherche a prouvé que « dans la pratique, la peine de mort (...) a un petit effet sur le contrôle des crimes »<sup>38</sup>, étant donné que :

- les index relatifs au nombre de crimes ne sont pas essentiellement différents dans des pays ayant des frontières communes et des conditions économiques et sociales équivalentes, indépendamment du fait de l'existence et de l'application de la peine de mort dans un des Etats et non dans l'autre ; et
- l'abolition de la peine de mort n'a jamais été suivie par une augmentation du nombre de crimes, jusqu' alors punis de la peine capitale.

De plus, les évaluations de l'usage de la peine capitale ont aussi souligné le « défaut d'effectivité intimidant » envers ces délinquants pour lesquels une application est fondamentalement recherchée<sup>39</sup> et l'aggravation des risques et des dommages inhérents à certains crimes comme conséquence de l'emploi plus étendu de la violence grave de la part de ceux qui risquent déjà les peines les plus lourdes<sup>40</sup>.

<sup>34</sup> UN Secretary General, *Report of the Secretary General, Capital punishment and Implementation of Safeguards Guaranteeing Protection of the Rights of Those Facing the Death Penalty*, UN Doc. E/1995/78, para. 54; and *Report of the Secretary General, Capital punishment and Implementation of Safeguards Guaranteeing Protection of the Rights of Those Facing the Death Penalty*, UN Doc. E/CN.15/2001/10, paras. 144,88.

<sup>35</sup> W.Schabas, *The Abolition of the Death Penalty in International Law*, 3e ed., Cambridge University Press, 2002, 105, 108 f; J.L. de la Cuesta, "The death penalty...", *cit.*, p.370 s.

<sup>36</sup> En ce qui concerne la prévention spéciale, la radicalité de la peine de mort est indéniable, mais il y a aussi des alternatives très effectives et moins dommageables qui peuvent assurer la neutralisation sans attaquer le droit à la vie d'une façon aussi radicale. D'autre part, s'agissant du terrorisme et du crime organisé, l'expérience des mesures de dissociation et des repentis met sérieusement en question les arguments sur l'inévitabilité de la peine capitale à l'égard de ces catégories de délinquants.

<sup>37</sup> T.Sellin, *The Death Penalty*, Philadelphia, 1959.

<sup>38</sup> Chu Huaizhi/Jiang Na, "Two Discourses in Control over Death Penalty: Death Penalty Reform in China", in: Zhao Bingzhi (ed.), *Chinese Practice*, *cit.*, p.18.

<sup>39</sup> Les criminels professionnels peuvent considérer la peine de mort comme un « risque professionnel » et en ce qui concerne le terrorisme ou les délits politiques, l'expérience montre les « effets négatifs glorifiants » qui peuvent en découler de la peine de mort et de son exécution.

<sup>40</sup> Par exemple, E.A.Fattah, "The use of the death penalty for drug offences and for economic crime. A discussion and a critique", *Revue Internationale de Droit Pénal*, 58, 3-4, 1987, p. 726.

Covenant aimed to restrict the field of application of the death penalty, the lack of a greater precision in the wording, immediately criticized by the Secretary General of the United Nations,<sup>34</sup> put the decision at the mercy of individual states. Further, the revision of legal provisions by countries that still impose the death penalty is demonstrative of the amplitude of criteria used by retentionist countries. This is particularly evident in jurisdictions where the death penalty is perceived as a "usual" reaction to less serious offences and, in particular in the fields of illicit drugs.<sup>35</sup>

b. From the standpoint of the claimed intimidation aspect of so-called general deterrence, the death penalty appears as an exceptional and necessary instrument claiming or pretending to prevent citizens from committing certain criminal acts. Leaving aside special deterrence and the claimed possibilities of a general deterrence (in a positive sense, by the way of stressing the pedagogic and integrative functions of the criminal law), these perspectives point to the capacities of the death penalty to intimidate the public and the individual citizens and to deter them from committing certain crimes. Nevertheless, even if the claims made sense, proportionality also would have to play a key role in achieving this objective. The imposing of the most grievous punishments for minor offences would not be rational and would undermine the credibility of the penal threat.

Focusing on the general prevention<sup>36</sup> and in accordance with T.SELLIN (1959) and the conclusions drawn in his well known study on the death penalty,<sup>37</sup> evidence on the deterrent effect of the death penalty for the most serious criminals is still at best inconclusive. Nonetheless, research has proved that "in practice, the death penalty (...) has little effect in controlling crimes",<sup>38</sup> as

- crime rates do not essentially differ in countries with common frontiers and equivalent economic and social conditions, independently of the existence and application of the death penalty in one of the countries and not in the other; and
- the abolition of the death penalty has never been followed by an increase of the number of offences, previously punished by the capital sentence.

Furthermore, surveys carried out on perceptions of offenders of offences that carry the death penalty have also demonstrated its "lack of intimidatory effectiveness", which is particularly problematic in that it is claimed to dissuade them.<sup>39</sup> Equally troublesome and preoccupying is the more extensive use of serious violence by those who already face the risk of the highest penalties.<sup>40</sup>

<sup>34</sup> UN Secretary General, *Report of the Secretary General, Capital punishment and Implementation of Safeguards Guaranteeing Protection of the Rights of Those Facing the Death Penalty*, UN Doc. E/1995/78, para. 54; and *Report of the Secretary General, Capital punishment and Implementation of Safeguards Guaranteeing Protection of the Rights of Those Facing the Death Penalty*, UN Doc. E/CN.15/2001/10, paras. 144,88.

<sup>35</sup> Schabas, W., *The Abolition of the Death Penalty in International Law*, 3rd ed., Cambridge University Press, 2002, 105, 108 f; De La Cuesta, J.L., "The death penalty...", *cit.*, p.370 f.

<sup>36</sup> Concerning the special prevention, the radicality of the death sentence is undeniable, but there are also highly effective and less harmful alternatives that can assure incapacitation without attacking the right to life in such a radical way. On the other hand, with regard to terrorism and organized crime, the experience of the measures on dissociation and repentance contradicts firmly the arguments on the inevitability of capital punishment for these categories of offenders.

<sup>37</sup> Sellin, T., *The Death Penalty*, Philadelphia, 1959.

<sup>38</sup> Chu Huaizhi/Jiang Na, "Two Discourses in Control over Death Penalty: Death Penalty Reform in China", in: Zhao Bingzhi (ed.), *Chinese Practice*, *cit.*, p.18.

<sup>39</sup> Professional criminals may see it as a "professional risk" (professional crime) and, in the case of terrorism or political crime, many experiences show the "negative glorifying effect" that can follow the death penalty and its execution.

<sup>40</sup> For instance, Fattah, E.A., "The use of the death penalty for drug offences and for economic crime. A discussion and a critique", *Revue Internationale de Droit Pénal*, 58, 3-4, 1987, p. 726.



les peines et traitements inhumains ou dégradants également interdits (art. 16) et devant faire l'objet de poursuite de la part des Etats. Certes, conformément à l'article 1er de la Convention de 1984 le concept international de la torture « ne s'étend pas à la douleur ou aux souffrances résultant uniquement de sanctions légitimes, inhérentes à ces sanctions ou occasionnées par elles ». Il s'agit en réalité de savoir si une légalité formelle peut servir de légitimité à n'importe quelle peine, exclusivement dirigée à la destruction des êtres humains ou ayant une nature cruelle, inhumaine ou dégradante indiscutable.

III. Le débat est pleinement au centre de la question de la peine de mort, dont l'incompatibilité avec une compréhension satisfaisante du principe d'humanité est pleinement ouverte ; en effet, « avec le développement des droits de l'homme, la communauté internationale tend à regarder la peine de mort comme une peine cruelle contre l'humanité »<sup>6</sup>.

1. En ce sens déjà, en 1977, les pays ayant participé à la Conférence sur l'abolition de la peine de mort organisée par Amnesty International ont approuvé la Déclaration de Stockholm, laquelle demande aux Etats de « s'engager, dans l'immédiate et pleine abolition de la peine de mort », qualifiée comme la « peine la plus cruelle, inhumaine et dégradante »<sup>7</sup>. Pour sa part, et au niveau des Nations Unies<sup>8</sup>, dont « le rôle clé »<sup>9</sup>, en particulier, ces dernières années<sup>10</sup>, doit être reconnu, le Comité des Droits de l'Homme (ancien Conseil des Droits de l'Homme) s'est déclaré convaincu en 2005 de la nécessité d'abolir la peine de mort en vue de compléter la protection du « droit de toutes les personnes à la vie »<sup>11</sup>.

2. Au plan législatif international, l'abolition de la peine de mort fait l'objet du Second Protocole Facultatif du Pacte International relatif aux Droits Civils et Politiques (1991)<sup>12</sup>, intégré à ce jour par soixante quinze Etats<sup>13</sup>. En Europe, deux Protocoles additionnels spécifiques à la Convention de Rome promeuvent l'abolition en temps de paix (n° 6 (1983) et en toute circonstance (n° 13 (2002))<sup>14</sup>.

Les Statuts des Tribunaux Pénaux Internationaux (Ex-Yougoslavie et pour le Rwanda) et de la Cour Pénale Internationale<sup>15</sup> ont renoncé à l'insertion de la peine de mort dans la liste des peines applicables.

L'application de la peine capitale se trouve par ailleurs soumise à des restrictions motivées par des motifs humanitaires: d'après l'article 5 du Pacte International relatif aux Droits Civils et Politiques, elle ne peut être envisagée que « que pour les crimes les plus graves, conformément à la législation en vigueur au moment où le crime a été commis et qui ne doit pas être en contradiction avec les dispositions du présent Pacte, ni avec la Convention pour la prévention et

<sup>6</sup> Gao Mingxuan/Wang Junping, "The Death Penalty upon Larceny should be Abolished in China: A Global Perspective", in: Zhao Bingzhi (ed.), *Chinese Practice of Death Penalty Reform*, China Legal Publishing House, 2010, p.247.

<sup>7</sup> *The Death Sentence. Amnesty International Report*, London, 1979, p. 232.

<sup>8</sup> Schabas, W.A., "Las Naciones Unidas y la abolición de la Pena de Muerte", in: Arroyo/Biglino/Schabas (eds.), *Hacia la Abolición Universal de la pena capital*, Valencia, 2010, p.25 s.

<sup>9</sup> Zhao Bingzhi/Wang Shuiming, "Development Trend of Death Penalty in contemporary Era and Its Inspiration for China", in: Zhao Bingzhi (ed.), *Chinese Practice...*, cit., p.37.

<sup>10</sup> Et notamment à partir de la Déclaration du Millénaire des Nations Unies (2000), Arroyo Zapatero, L., "Towards a Universal Moratorium on the Death Penalty", in: Arroyo/Biglino/Schabas, *Towards universal abolition of the death penalty*, Valencia, 2010, p.39 s.

<sup>11</sup> E/CN.4/2005/L.10/Add.17. <http://www.unhcr.org/refworld/docid/45377c730.html>

<sup>12</sup> W.Schabas, "The United Nations and Abolition of the Death Penalty", in: Yorke, J. (ed.), *Against the death penalty*, cit., 9 s.

<sup>13</sup> United Nations. Human Rights Office High Commissioner, *Moving away from the Death Penalty. Lessons from National Experiences*, 2012, p.4.

<sup>14</sup> Albrecht, H.J., "La pena de muerte: los caminos para su abolición", in: Arroyo/Biglino/Schabas, *Contra el espanto*, Valencia, 2012, p.39 s.

<sup>15</sup> W.Schabas, "Life, Death and the Crime of Crimes. Supreme Penalties and the ICC Statute", *Punishment and Society*, 2, 2000, p.263 s.

inhuman or degrading punishment or treatment (art. 16) that should be pursued by the States. Under Art. 1 of the Convention of 1984, the scope of torture does not cover that "suffering arising only from, inherent in or incidental to lawful sanctions." Nonetheless, the point is whether formal legality can be used to legitimise any punishment, which is exclusively directed at destroying human beings or is unequivocally cruel, inhuman or degrading in nature.

III. The debate is all the more relevant in the case of the death penalty. In particular, on the basis of its blatant incompatibility with a satisfactory understanding of the principle of humanity and "the development of human rights, [the] international community [sic] tends to regard death penalty as a cruel punishment against humanity"<sup>6</sup>.

1. In the same vein, countries that took part in the International Conference on the abolition of the death penalty organized by Amnesty International in 1977 approved the Stockholm Declaration, a document that urged the states to "take steps for the immediate and total abolition of the death penalty", and qualified the death penalty as "the ultimate cruel, inhumane and degrading punishment."<sup>7</sup> Furthermore, the Human Rights Committee (formerly the Council of Human Rights) of the United Nations<sup>8</sup> -whose "key role"<sup>9</sup> in the last decade<sup>10</sup> deserves to be recognized-, declared in 2005 their conviction that the death penalty be abolished in order to guarantee the complete protection of the "right of everyone to life."<sup>11</sup>

2. At the international legislative level, the purpose of the Second Optional Protocol to the ICCPR(1991)<sup>12</sup> -currently endorsed by 75 State parties-<sup>13</sup> is the abolition of the death penalty. In Europe, two specific additional Protocols to the Rome Convention promote the abolition – one, in times of peace (n° 6 (1983) and the second, under all circumstances (n° 13 (2002)).<sup>14</sup>

The Statutes of the International Criminal Tribunals (for the Former Yugoslavia and for Rwanda) and the International Criminal Court<sup>15</sup> do not include the death penalty.

Furthermore, even where allowed, the use of capital punishment is subject to restrictions motivated by humanitarian concerns. First, under the International Covenant on Civil and Political Rights, the death penalty should only be imposed for the "most serious crimes in accordance with the law in force at the time of the commission of the crime and not contrary to the provisions of the present Covenant and to the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide" (art.6.2). Second, the death penalty should never "be imposed for crimes committed by

<sup>6</sup> Gao Mingxuan/Wang Junping, "The Death Penalty upon Larceny should be Abolished in China: A Global Perspective", in: Zhao Bingzhi (ed.), *Chinese Practice of Death Penalty Reform*, China Legal Publishing House, 2010, p.247.

<sup>7</sup> *The Death Sentence. Amnesty International Report*, London, 1979, p. 232.

<sup>8</sup> Schabas, W.A., "Las Naciones Unidas y la abolición de la Pena de Muerte", in: Arroyo/Biglino/Schabas (eds.), *Hacia la Abolición Universal de la pena capital*, Valencia, 2010, p.25 ff.

<sup>9</sup> Zhao Bingzhi/Wang Shuiming, "Development Trend of Death Penalty in contemporary Era and Its Inspiration for China", in: Zhao Bingzhi (ed.), *Chinese Practice...*, cit., p.37.

<sup>10</sup> And particularly after the United Nations Millennium Declaration (2000), Arroyo Zapatero, L., "Towards a Universal Moratorium on the Death Penalty", in: Arroyo/Biglino/Schabas, *Towards universal abolition of the death penalty*, Valencia, 2010, p.39 ff.

<sup>11</sup> E/CN.4/2005/L.10/Add.17. <http://www.unhcr.org/refworld/docid/45377c730.html>

<sup>12</sup> Schabas, W.A., "The United Nations and Abolition of the Death Penalty", in: Yorke, J. (ed.), *Against the death penalty*, cit., p.9 ff.

<sup>13</sup> United Nations. Human Rights Office High Commissioner, *Moving away from the Death Penalty. Lessons from National Experiences*, 2012, p.4.

<sup>14</sup> Albrecht, H.J., "La pena de muerte: los caminos para su abolición", in: Arroyo/Biglino/Schabas, *Contra el espanto*, Valencia, 2012, pp.39 ff.

<sup>15</sup> Schabas, W., "Life, Death and the Crime of Crimes. Supreme Penalties and the ICC Statute", *Punishment and Society*, 2, 2000, p.263 ff.

2. En tout cas les arguments contre la peine de mort ne s'épuisent pas dans l'insuffisance des perspectives préventives et rétributives. Au sein de ce riche et extensif débat on évoque également souvent des considérations générales sur l'inadéquation de cette peine du point de vue des principes qui doivent inspirer la politique criminelle et pénale<sup>41</sup>:

- l'anachronisme et l'absence de légitimité de la peine de mort dans une société démocratique, qui doit se fonder sur la nature inviolable et sacrée de la vie humaine;
- la cruauté, le radicalisme et la justice intrinsèque d'une peine de nature irréparable, qui (en elle-même et non seulement en raison des méthodes d'exécution) constitue une torture physique évidente et implique la création du bourreau, chargé de mettre fin à la vie du condamné ;
- les effets démoralisants de la peine de mort: trop fréquemment appliquée d'une façon très sélective, inégale et discriminatoire...

V. Nombreux et importants sont par conséquent les arguments contre la peine de mort, laquelle ne peut non plus trouver une justification facile tant du point de vue rétributif que préventif. En fait, comme l'indiquent les criminologues<sup>42</sup>, là où la peine de mort demeure, elle ne constitue pas une réponse rationnelle aux demandes rétributives et préventives; par contre, elle est plutôt une réponse irrationnelle, significative et sérieuse, aux frustrations sociales générées par des comportements complexes à l'origine d'importants dommages à l'économie, au système politique et au bien-être de l'ensemble de la société que le système se révèle incapable de contrôler. En ce sens le développement d'instruments rationnels en vue d'analyser et de faire face de façon adéquate et plus humaine à ces frustrations profondément enracinées devrait être une question clé dans la lutte contre la peine de mort.

La contribution de la communauté académique dans ce champ d'analyse et de proposition de mécanismes et d'outils conceptuels, sans ignorer la « culture de la peine de mort »<sup>43</sup> de certains pays, est fondamentale et devrait être promue en vue de prévenir tout risque de mouvements de marche en arrière dans un futur proche.

La communauté académique devrait constituer aussi un instrument privilégié en vue de donner une réponse ferme et appropriée aux arguments fréquemment développés par les pays rétentionnistes, face à la pression internationale en faveur d'un moratoire et en faveur de l'abolition. Conformément aux documents de l'Assemblée Générale des Nations Unies les arguments le plus souvent évoqués en vue de renforcer leurs positions sont au nombre de deux<sup>44</sup>:

- l'absence d'un consensus international concernant l'abolition de la peine de mort, et
- la nature domestique de la question, laquelle ne doit pas être considérée du point de vue de l'atteinte aux droits de l'homme.

Comme nous l'avons déjà mentionné dans une précédente contribution<sup>45</sup>, peu d'instances sont mieux placées que la communauté scientifique

- pour donner des arguments fermes et solides
  - o sur la nature des droits de l'homme de la question de la peine de mort<sup>46</sup>, et
  - o contre sa considération comme un simple aspect de justice pénale interne, sur lequel

<sup>41</sup> J.L.de la Cuesta, "The death penalty...", *cit.*, p.377.

<sup>42</sup> E.A.Fattah, "The use", *cit.*, p. 729.

<sup>43</sup> Gao Mingxuan/Zhang Jie, "Influence of Traditional Death Penalty Culture on Death Penalty Legislation in Contemporary China", in: Zhao Bingzhi (ed.), *Chinese Practice*, *cit.*, p.4.

<sup>44</sup> UN General Assembly 2008: *Implementing a moratorium on executions*. (<http://www.amnesty.org/en/library/asset/ACT50/016/2008/en/03afb2e-74ee-11dd-8e5e-43ea85d15a%2069/act500162008en.html>)

<sup>45</sup> J.L. de la Cuesta, "The Death Penalty...", *cit.*, p. 379 s.

<sup>46</sup> Hood, R., "Towards...", *cit.*, p. 88 and 92.

2. However arguments against the death penalty do not only come from the insufficiencies of the preventive and retributive perspectives. Also general considerations on the inadequacy of this punishment from the viewpoint of the principles that should inspire the criminal and penal policy, as well as the risks involved, are frequently evoked inside the rich and extensive debate; as well as<sup>41</sup>

- the anachronism and the illegitimacy of the death penalty in a democratic society based upon the inviolability and sacred nature of human life;
- the cruelty, radicalism and intrinsic injustice of a penalty of irreparable nature and that (in and of itself and not only because of the execution methods) constitutes an evident physical torture, which creates the figure of the executioner, who has to put an end to the prisoner's life;
- the demoralizing effects of capital punishment: too often applied in a very selective, unequal and discriminatory way...

V. Criminologists<sup>42</sup> have finally demonstrated that the imposition of the death penalty is not the product of rational response to retributive and preventive needs. To the contrary, it would appear to be a particularly significant and seriously irrational response to the social frustration generated by complex behavioral problems that are very harmful to the economy, the political system and the security and wellbeing of society as a whole. In this sense, developing rational instruments in order to analyze and adequately address the deep-rooted frustrations in more humane way should also be a key issue in the fight against capital punishment.

Contribution by the academic community in this field of analysis and proposal of conceptual tools and mechanisms, taking into account the "death penalty culture"<sup>43</sup> of certain countries, is fundamental, and should be promoted in order to prevent any risk of regression in the near future.

Furthermore, the academic community should also constitute a privileged instrument in order to provide a firm and appropriate answer to the arguments frequently deployed by retentionist countries when they face international pressure toward abolition and for a moratorium. Two of the more frequently evoked defenses posed to reinforce the retentionist position, according to the documents of the UN General Assembly,<sup>44</sup> include:

- the absence of international consensus regarding abolition of the death penalty, and
- the domestic nature of the issue, which does not affect to the human rights.

As previously stated,<sup>45</sup> few groups are in effect better placed than the academic community in order

- to give firm and solid arguments
  - o on the human rights nature of the issue of the death penalty,<sup>46</sup> and
  - o against its consideration as a mere aspect of the internal criminal justice that neither

<sup>41</sup> De La Cuesta, J.L., "The death penalty...", *cit.*, p.377.

<sup>42</sup> Fattah, E.A., "The use", *cit.*, p. 729.

<sup>43</sup> Gao Mingxuan/Zhang Jie, "Influence of Traditional Death Penalty Culture on Death Penalty Legislation in Contemporary China", in: Zhao Bingzhi (ed.), *Chinese Practice*, *cit.*, p.4.

<sup>44</sup> UN General Assembly 2008: *Implementing a moratorium on executions*. (<http://www.amnesty.org/en/library/asset/ACT50/016/2008/en/03afb2e-74ee-11dd-8e5e-43ea85d15a%2069/act500162008en.html>)

<sup>45</sup> De La Cuesta, J.L., "The Death Penalty...", *cit.*, p. 379 s.

<sup>46</sup> Hood, R., "Towards...", *cit.*, pp. 88 and 92.

ni les Nations Unies ni les autres Etats sont compétents, ainsi que

- pour démontrer l'existence d'un consensus international large et général au niveau académique<sup>47</sup> en ce qui concerne l'urgence de l'abolition globale de cette "mort légale", assimilée par BECCARIA à l'assassinat il y a déjà plus de deux siècles<sup>48</sup>.

En ce sens la création du *Réseau Académique International pour l'Abolition de la Peine Capitale* (REPECAP)<sup>49</sup>, sous la Présidence de W.SCHABAS, mérite un accueil enthousiaste et devrait recevoir le soutien le plus large.

the UN nor other States are competent to address; as well as

- to prove the existence of a broad and general international consensus at the academic level<sup>47</sup> on the urgency of universal abolition of this "legal death", assimilated by BECCARIA to murder more than two centuries ago.<sup>48</sup>

In this sense the establishment of the *International Academic Network for the Abolition of Capital Punishment* (REPECAP),<sup>49</sup> under the Presidency of W.SCHABAS, deserves to be enthusiastically welcomed and should receive the greatest support.

---

<sup>47</sup> Aussi dans les pays retentionnistes, Shizhou Wang, "Current Chinese efforts to abolish the death penalty", in: Arroyo/Biglino/Schabas, *Towards...*, *cit.*, p.309.

<sup>48</sup> *De los delitos y de las penas*, Madrid, 1976, p.121 s.

<sup>49</sup> <http://www.academicsforabolition.net/>

---

<sup>47</sup> Also in the retentionist countries, Shizhou Wang, "Current Chinese efforts to abolish the death penalty", in: Arroyo/Biglino/Schabas, *Towards...*, *cit.*, p.309.

<sup>48</sup> *De los delitos y de las penas*, Madrid, 1976, p.121 f.

<sup>49</sup> <http://www.academicsforabolition.net/>